

# **KEREN MULTI-TRANSITIONS**

**DOCUMENT D'INFORMATION PERIODICITE ANNUELLE  
DU 07/07/2023 AU 31/12/2024**

## **FORME JURIDIQUE DE L'OPC**

FCP de droit Français  
Relevant de la Directive 2009/65/E

RAPPORT DE GESTION

**KEREN MULTI-TRANSITIONS**

31/12/2024

Forme juridique : FCP

## L'objectif de gestion

Cet OPCVM, classé « Actions des pays de l'UE », a pour objectif de gestion la recherche d'une surperformance par rapport à son indice de référence (Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index), sur la durée de placement recommandée. L'indice est retenu en cours de clôture et exprimé en euro, dividendes nets réinvestis.

Cet OPCVM est géré activement. L'indicateur de référence est utilisé uniquement à titre de comparaison. Le gérant peut ou non investir dans les titres qui composent l'indicateur de référence à sa libre discrétion. Il est donc libre de choisir les titres qui composent le portefeuille dans le respect de la stratégie de gestion et des contraintes d'investissement.

## Stratégie d'investissement

Face aux nouveaux enjeux et changements auxquels nos sociétés sont confrontées, Keren Multi-Transitions est un fonds multithématique qui **s'articule autour de 5 transitions environnementales et sociales majeures**.

L'OPCVM investit sur la base d'un processus de sélection prenant en compte les critères ESG qui, après l'application d'un processus rigoureux d'exclusions, intègre des indicateurs de performance présentant un impact positif sur les 5 transitions ci-dessous énumérées, dans un environnement de croissance rentable et durable.

Ainsi, le fonds s'attache à investir dans des sociétés qui forment le tissu économique Européen et qui apportent des solutions à l'une des 5 thématiques que sont la transition environnementale, la transition numérique, la transition inclusive/bien-être et santé, la transition mobilité/infrastructure et la transition économie durable. Chaque valeur doit contribuer à ce mouvement/changement en proposant des services et des produits ayant un réel impact sur ces différentes transitions. Les entreprises les plus vertueuses sont ainsi sélectionnées.

L'analyse financière permet ensuite d'affiner cette sélection grâce à notre expertise sur les marchés actions de petite (<1 md d'euros) et moyenne capitalisation (< 5 Mds d'€).

L'OPCVM s'engage à respecter les fourchettes d'exposition sur l'actif net suivantes :

- de 60% à 100% sur les marchés d'actions, de tous secteurs, hors pays émergents, situés dans l'Union Européenne et en zone EEE dont :

- De 50% à 100% sur les marchés d'actions de petite (< 1 milliard d'euros) et moyenne capitalisation (< 5 milliards d'euros),

- de 0% à 10% en instruments de taux souverains, publics et du secteur privé de toutes notations ou non notés, émis par des émetteurs de la zone euro ou libellés en euro, y compris en instruments de taux spéculatifs selon l'analyse de la société de gestion, ou à défaut une notation jugée équivalente ou non notés.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement à ces notations et privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note et prendre ses décisions à l'achat, ou en cas de dégradation, afin de décider de les céder ou de les conserver.

L'OPCVM est géré dans une fourchette de sensibilité au taux d'intérêt comprise entre 0 et +8.

- de 0% à 20% en Obligations convertibles libellées en euro.

- de 0% à 10% au risque de change sur des devises hors euro (hors pays émergents).

Le cumul des expositions n'excède pas 110% de l'actif.

L'OPCVM est éligible au PEA. Il détient en permanence 75% minimum de titres éligibles au PEA et n'a pas d'exposition aux pays émergents.

L'OPCVM peut être investi :

En actions, en titres de créance et instruments du marché monétaire.

Jusqu'à 10% de son actif net en OPCVM de droit français ou européen, en FIA de droit français ou établis dans d'autres Etats membres de l'UE et en fonds d'investissement de droit étranger, répondant aux conditions de l'article R.214-13 du Code Monétaire et Financier.

En dépôts, emprunts d'espèces, liquidités

Le fonds n'intervient pas sur les contrats financiers à terme ferme ou optionnels mais il peut intervenir sur les titres intégrant des dérivés, utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition aux risques action, de taux.

# COMMENTAIRE DE GESTION

L'année a été très mouvementée, marquée notamment par la multitude d'élections au niveau mondiale. Cependant la récession tant attendue n'est toujours pas venue et nous avons assisté à une économie en légère croissance. L'économie mondiale a été tirée par les USA alors que la Chine, malgré de nombreuses tentatives d'aide à l'économie, n'a pas réussi à atteindre les 5% de croissance espérée. Ainsi les taux d'intérêt des différents pays ont été plutôt stables dans leur majorité. Seuls les taux de la dette française ont fortement progressé, en gagnant 60 bps et s'établir à 3.3% pour le 10 ans. L'instabilité politique est de mise et le gouvernement Bayrou devra rassurer les agences de notation pour ne pas éviter une nouvelle dégradation.

Coté boursier, les marchés européens clôturent l'année 2024 en hausse, avec le STOXX 600 qui affiche une performance de +6.0%. Le rallye haussier du début d'année, porté par les espoirs d'un cycle de baisses de taux marqué et par de bonnes publications de résultats annuels (2023) et T1 2024, a été compensé par des inquiétudes économiques, politiques et géopolitiques qui se sont accentuées au cours du S2 : La crise politique en France et en Allemagne, l'élection de Donald Trump accompagnée de menaces de droits de douane, l'extension de la guerre au Moyen-Orient, l'escalade internationale de la guerre en Ukraine, une détérioration de l'activité économique européenne ou encore la faible consommation chinoise ont pesé sur le sentiment des investisseurs européens.

Le CAC (-2.15%) est l'indice qui a le plus souffert parmi les grandes places économiques européennes, impacté par l'augmentation de l'instabilité politique française, mais aussi par sa dominante sectorielle du Luxe qui a été fortement pénalisée par le ralentissement de la consommation chinoise. La dissolution de l'Assemblée nationale a marqué un tournant dans l'année boursière en France. En mai, le CAC 40 évoluait sur des niveaux records proches de ses records absolus (8.250 points mi-mai) et l'indice CAC Small avait enregistré un rebond spectaculaire de plus de 9%. La dissolution annoncée le 9 juin a mis un terme à cette trajectoire positive. Une descente aux enfers qui s'est accélérée jusqu'au 1er tour des Législatives fin juin, avec des prises de bénéfices massives dans tous les secteurs.

L'univers des petites valeurs Européens a été assez hétérogène suivant les pays.



Les pays avec une dynamique de PIB plutôt négative ont été de facto les pays, dans l'univers Mid-Cap, qui ont le plus souffert en 2024. La zone Euro a été en conséquence davantage impactée par les difficultés de l'Allemagne et de la France.

Et de manière générale, dans un environnement manquant de visibilité, les Petites & Moyennes ont sous-performé les Grandes capitalisations. Ainsi l'indice Euro des petites valeurs zone Euro a sous-performé l'indice Larges Cap de quasiment 370 bps.



Concernant Keren Multi-transitions, l'année 2024 a été marquée par la dissolution en France. Le fonds progressait de quasi 8% début juin pour finir l'année à 1.82 % pour la part C et de 3,34 % pour la part I. Notre surpondération sur cette zone géographique a été pénalisante sur la 2 e partie de l'année, contribuant à 300 bps de sous performance au cours.

Concernant le stock-picking, 2 bancaires Italiennes figurent en tête des meilleures performances de l'année : BANCO BPM +89% et BAWAG +84%. Cette hausse a été soutenue par divers facteurs favorables, à commencer par de bonnes publications de résultats, accompagnées dans l'ensemble d'un ton optimiste. Ensuite, la reprise des activités de M&A dans le secteur financier (représentant 17% du total des deals en 2024) a soutenu plusieurs sociétés faisant l'objet d'une OPA, ainsi que des sociétés pouvant être susceptibles de recevoir une de ces offres d'achat, BANCO BPM étant l'une d'elles. Enfin, la baisse plus lente que prévu des taux directeurs a également permis de maintenir des marges nettes d'intérêts élevées, principalement dans les banques « périphériques » présentant des betas de dépôts faibles.

MAIRE TECHNIMONT +73% en 2024, est une entreprise d'ingénierie et de conseil italien spécialisé dans les domaines de la chimie et la pétrochimie, huile et gaz, énergie et génie civil. La société a gagné énormément de contrats tout au long de l'année, ce qui lui assurera une activité importante sur les 2 prochains exercices. Par ailleurs, la moisson de contrats devrait perdurer en 2025.

La française EURONEXT +41.5% figure également dans les tops performers du fonds en 2024. La société a complètement consolidé Borsa Italiana, et tire les bénéfices des synergies. Par ailleurs, grâce à l'importante génération de Free Cash-Flow, la société procède à du rachat d'action qui vient mécaniquement soutenir le cours via la remontée des bénéfices par action. Enfin DO&CO +34% complète le Top 5. La société de catering autrichienne présent dans le transport aérien, les événements comme la formule 1 ou encore dans l'exploitation de restaurants/hôtels en propre a connu une forte année de croissance autour de 15-20% selon nos estimations. Par ailleurs, la marge opérationnelle s'améliore année après année via un process de courbes en J sur les nouveaux contrats. La marge opérationnelle devrait rapidement dépasser les 8% cible.

Dans les déceptions, nous trouvons AIXTRON -60%. La société est spécialisée dans la fabrication de machine permettant de déposer des couches de semi-conducteur par épitaxie. Alors que la demande mondiale avait été très forte croissance post-covid, l'année 2024 s'est soldée par un reflux brutal des

commandes et des perspectives modestes pour l'activité des semi-conducteurs de puissance, notamment les matériaux en carbure de silicium (SiC).

SESA -48.8%, est une entreprise italienne spécialisée dans l'innovation technologique et les services numériques, visant à soutenir la croissance durable des entreprises et des organisations. La majeure partie de l'activité est constituée par la Distribution à Valeur Ajoutée et aux entreprises Italiennes. Or dans l'environnement actuel, la demande s'est fortement affaiblie. La très forte génération de free cash-flow permet à la société d'effectuer de nombreuses opérations de croissance externe qui contribuent à la croissance de du groupe.

Enfin REMY COINTREAU -48% pour cette grande marque de Cognac, également présent dans la production et la commercialisation d'autres spiritueux haut de gamme. Le groupe est confronté à une très forte baisse de ses résultats liée à la poursuite des déstockages aux Etats-Unis et au durcissement des conditions de marché en Chine. La société se valorise au même niveau que ses stocks, ce que nous trouvons aberrant.

La stratégie actuelle est de rester pleinement investi car nous sommes certains du rebond des petites et moyennes valeurs notamment françaises mais le timing est délicat. La croissance économique mondiale sera plutôt faible mais nous n'anticipons pas de récession. La volatilité sera de mise, sûrement aidée par Donald Trump et l'économie française ne devrait pas sortir de sa morosité à court-terme. La part de la France n'ayant pas vocation à excéder les 25% dans Keren Multi-Transitions.

Les valorisations du segment Mid & Small zone Euro tournent autour de 12x le Price Earning ratio pour 2025. Sur ces niveaux, les multiples nous semblent intéressants et inférieurs à celui des grandes capitalisations de 20%. Cependant il convient de noter que la visibilité reste encore faible à ce stade de l'année, et que des révisions bénéficiaires de la part du consensus pourraient arriver.

Cependant, le multiple médian de P/AN est tombé à 1,2x. Il n'avait pas été à un niveau aussi bas en fin d'année depuis 2012.

Historiquement, le multiple a été deux fois < à 1x lors de la crise des subprimes et de celle de la dette Européenne en 2012. Sur ces niveaux, le marché anticipe une contraction de l'actif net, c'est-à-dire des pertes et/ou de très fortes dépréciations d'actifs ce que nous n'anticipons pas !

#### RAPPEL DE L'OBJECTIF DE GESTION DE PROMOTION DES CRITERES ESG

Dans le cadre de son évolution, Keren Finance a souhaité aligner ses principes d'investissements dans une démarche respectueuse des critères d'Investissement Socialement Responsable.

Signataire des PRI depuis 2020, Keren Finance a depuis de nombreuses années intégré implicitement des facteurs ESG, notamment sur la gouvernance (en rencontrant de manière très fréquente les managements des sociétés dans lesquelles elle investit) ou en participant activement à des émissions obligataires « vertes » de certains émetteurs.

Certains fonds ont par ailleurs récemment été labellisés (Label ISR pour KEREN CREDIT ISR, Label Relance pour KEREN ESSENTIELS).

L'intégralité de notre gamme de fonds est, à minima, référencée article 8 du Règlement SFDR justifiée, entre autres, par la mise en place des éléments suivants :

- Une Analyse : La société de gestion établit un suivi des données environnementaux, sociaux et de gouvernance, aux côtés de l'analyse financière conventionnelle, pour identifier les risques de durabilité des sociétés en portefeuille. Le développement d'un modèle quantitatif interne à Keren Finance a été réalisé à cet effet.
- Une politique d'exclusion : Les investissements dans des sociétés que la société de gestion considère ne pas répondre aux normes de durabilité du fonds sont exclus. En effet, pour des raisons éthiques et/ou parce que Keren Finance les juge contraires à l'intérêt de ses clients sur le long terme, nous avons fait le choix d'exclure les entreprises dont l'activité est en relation avec les secteurs suivants :

- La fabrication et la commercialisation d'armes dites non conventionnelles comme les mines antipersonnel en conformité avec le traité d'Oslo et la convention d'Ottawa.
  - Les activités de nature à impacter négativement l'intégrité des personnes comme la pornographie, le clonage humain ou l'exploitation infantile.
  - L'industrie du Tabac.
- Un suivi des controverses : La société de gestion établit une gestion stricte des controverses. Les émetteurs concernés par les plus graves d'entre elles seront exclus du fonds, permettant ainsi à nos fonds de rester autant que possible à l'écart des entreprises ne respectant pas les principes et l'éthique de Keren Finance (Droits de l'Homme, environnement...etc).
  - Un Engagement : La société de gestion collabore avec les sociétés émettrices ou les émetteurs sur des questions liées à l'ESG afin de sensibiliser et de mieux comprendre les risques de durabilité au sein des portefeuilles. Ces engagements peuvent impliquer une thématique environnementale, sociale, de gouvernance spécifique ou des comportements controversés.

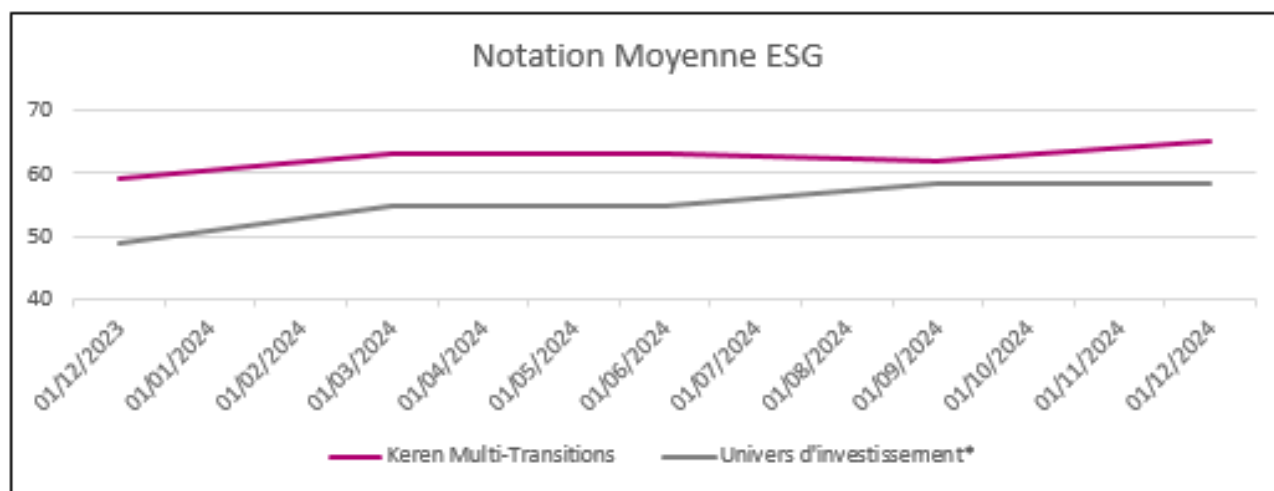
Keren Finance évalue ainsi l'impact environnemental, social et la qualité de la gouvernance des sociétés dans lesquelles elle investit, afin de s'assurer que celles-ci puissent croître de façon durable dans le temps.

Pour plus d'informations sur la démarche ESG mise en place par KEREN FINANCE, nous vous invitons à consulter notre Politique d'Investissement Responsable disponible sur notre site [www.kerenfinance.com](http://www.kerenfinance.com)

#### COMPTE RENDU SUR LA PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE :

Au 31/12/2024, en respect des critères de notation de la SGP, la note globale du portefeuille est de 65 sur une échelle de 0 à 100. Elle était de 59 au 31/12/2023.

Au cours de l'exercice, la note moyenne ESG du portefeuille a été de 62,40 (contre 55,04 pour l'univers d'investissement\*) et a varié de la façon suivante :



<i>Note E (0-100)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/03/2024</b>	<b>30/06/2024</b>	<b>30/09/2024</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Keren Multi-Transitions</b>	46	58	57	61	61
<i>Univers d'investissement*</i>	50	50	50	53	53

<i>Note S (0-100)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/03/2024</b>	<b>30/06/2024</b>	<b>30/09/2024</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Keren Multi-Transitions</b>	74	74	74	76	76
<i>Univers d'investissement*</i>	70	70	70	71	71

<i>Note G (0-100)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/03/2024</b>	<b>30/06/2024</b>	<b>30/09/2024</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Keren Multi-Transitions</b>	58	57	57	52	59
<i>Univers d'investissement*</i>	47	47	47	53	53

*\* L'univers d'investissement est composé d'un échantillon d'environ 1 000 émetteurs (au 31/12/2024) provenant des principaux indices obligataires et actions européens*

Avertissement: Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnement.

#### **Transparence Des Opérations De Financement Sur Titres (SFTR)**

Au cours de l'exercice, le fonds n'a pas effectué d'opérations de financement sur titres soumis à la réglementation SFTR, à savoir opération de pension, prêt/emprunt de titres de matières premières, opération d'achat-revente ou de vente-achat, opération de prêt avec appel de marge et contrat d'échange sur revenu global (TRS).



## ANNEXE V

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1, 2 et 2a, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dénomination du produit:  
Keren Multi-transitions

Identifiant d'entité juridique:  
9695002C4RGES3084372

## Caracteristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ ☒ Oui

☐ ☐ ☐ Non

☒ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental: 90%

☒ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☒ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☒ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social: 90%\*

☐ Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de 0,1% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☐ Il promeut des caractéristiques E/S mais ne réalisera pas d'investissements durables

\* 90% de l'actif net minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental et social (en cumul) dans des activités économiques considérées comme durables ou non sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Dans quelle mesure l'objectif d'investissement durable de ce produit financier a-t-il été atteint ?

Au travers de nombreux indicateurs de performances, KEREN FINANCE s'attache à ce que, en tant qu'investisseur long terme, nos choix d'investissements intègrent une analyse extra financière nous permettant de distinguer les sociétés qui gèrent de façon responsable leur empreinte environnementale et sociale mais également soucieuses des principales incidences négatives engendrées par leur activité.

Les indicateurs de durabilité évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Keren Multi-Transitions est un fonds multithématique qui s'articule autour de 5 transitions environnementales et sociétales majeures.

L'OPCVM investit sur la base d'un processus de sélection prenant en compte les critères ESG, via l'intégration d'indicateurs de performance présentant un impact positif sur les 5 transitions, ci-dessous énumérées, dans un environnement de croissance rentable et durable.

Le fonds est attaché à investir dans des sociétés qui forment le tissu économique Européen et qui apportent des solutions à l'une des 5 thématiques que sont :

- La transition environnementale
- La transition numérique
- La transition inclusive/bien-être et santé
- La transition mobilité/infrastructure
- La transition économie durable

Chaque valeur doit contribuer à ce mouvement/changement en proposant des services et des produits ayant un réel impact sur ces différentes transitions. Pour le mesurer, 18 critères distincts sont utilisés, 7 sont doublés pour être présents dans plusieurs transitions. Sur ces 25 critères, nous nous engageons à ce que plus de la moitié d'entre eux surperforment l'indice de référence.

Voici un tableau récapitulatif des critères par type de transition :

Critères	Environnementale	Inclusive, santé & bien-être	Numérique	Mobilité & infrastructure	Economie durable
Le total des émissions CO2 rapporté au chiffre d'affaires	X			X	
La présence d'une politique sur le changement climatique	X				
La consommation d'énergie rapportée au chiffre d'affaires	X				
La consommation d'eau rapportée au chiffre d'affaires	X				
La présence d'une politique de protection de la biodiversité	X			X	
Le pourcentage de turnover dans la société		X			
La présence d'une politique de non-discrimination		X			
Le taux d'accident du travail		X		X	
La présence d'une politique de santé et de sécurité		X		X	
La présence d'une politique sur la protection des droits humains		X			X
La présence d'une politique contre le travail forcé des enfants		X			X
Le pourcentage de femme dans la société		X			
Le montant des CAPEX rapporté au chiffre d'affaires			X	X	
La présence d'une politique sur le changement anti-corruption			X		
La présence d'une politique de formation des employés			X		
La part de femme au sein du comité exécutif				X	
L'âge moyen du conseil d'administration					X
La part d'administrateurs indépendants					X

Cette sélection thématique de valeurs s'effectue postérieurement au processus de gestion ESG. Ce dernier a pour objectif d'exclure au moins 20% des valeurs de l'univers d'investissement via une approche best-in-class, hors émetteurs non notés qui sont préalablement écartés.

Notre méthodologie ESG applique le processus suivant (dans l'ordre) :

- L'univers de départ correspond aux émetteurs présents dans l'indice Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index.
- Conformément à la politique ESG de Keren Finance, le fonds exclut de cet univers les entreprises dont l'activité est en relation avec les secteurs suivants :
  - Fabrication et Commercialisation d'armes dites non conventionnelles comme les mines anti-personnel en conformité avec le traité d'Oslo et la convention d'Ottawa (cette exclusion s'impose à l'ensemble des sociétés de gestion françaises).
  - Les activités de nature à impacter négativement l'intégrité des personnes comme la pornographie, le clonage humain ou l'exploitation infantile.
  - L'industrie du Tabac
  - L'exclusion des Etats non coopératifs fiscalement.
- Le secteur « Pétrole & Gaz » est également exclu.

- Après avoir effectué les exclusions sectorielles, un filtre propriétaire en matière de durabilité est appliqué afin d'exclure les émetteurs considérés comme « non durable ».
- Enfin, nous procédons à une exclusion complémentaire des émetteurs les moins bien notés si un taux d'exclusion de 30% n'est pas atteint via les exclusions précédemment décrites.

L'équipe de gestion du fonds Keren Multi-Transitions s'engage à couvrir par l'analyse ESG, au moins 90% des émetteurs dans lesquels il investit. Le gérant se réserve la possibilité d'investir dans des émetteurs non notés jusqu'à 10% de l'actif. Il pourra également investir dans des valeurs non-présentes dans l'indice, à condition que ces dernières respectent les critères préalablement établis, et qu'elles ne représentent pas plus de 10% de l'actif. Enfin, en cas de dégradation d'un émetteur « durable » en « non durable », le gérant dispose d'un délai de 6 mois à compter de cette dégradation pour sortir cette valeur du fonds.

#### Limites de l'approche :

- Les données utilisées sont mises à jour tous les 6 mois en vue de limiter au maximum l'utilisation de données obsolètes.
- Si parmi les 25 critères utilisés, certains n'ont pas accès à la donnée la plus récente, une recherche sur les 3 dernières années est effectuée.
- Si aucune donnée n'est disponible, alors la note attribuée au critère correspondant est nulle. Ainsi, les émetteurs ne publiant pas ou peu de données sont impactés négativement par notre modèle de scoring. C'est en ce sens que des analyses qualitatives sont réalisées, parfois accompagnées de contact direct auprès des entreprises, pour recueillir un maximum de données.
- La même méthode est utilisée auprès de tous les émetteurs détenus en portefeuille via notre scoring 25 critères. Aucun émetteur n'est ainsi favorisé par rapport à un autre, tant dans l'approche best-in-class, que dans notre processus de notation.

#### ● **Comment ces indicateurs ont-ils été performés ?**

Selon le portefeuille au 31/12/2024, Keren Multi-transitions surperforme l'indice de référence sur 72% des indicateurs, soit 18 sur 25.

#### ● **... et comparé aux périodes antérieures ?**

Non applicable. Le fonds ayant été ouvert en 2023.

#### ● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser n'ont pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

La mesure du préjudice causé par les émetteurs s'effectue via l'analyse du niveau de controverse de ces derniers. Cette donnée est fournie par Sustainalytics.

De plus, d'autres indicateurs sont utilisés tels que la part des encours détenus dans des sociétés ayant violé le Pacte Mondial des Nations Unies ou les directives de l'OCDE par le passé, celles dont les processus veillant au respect de ces normes sont insuffisants, ou encore celles dont l'activité a un impact sur la biodiversité des zones sensibles.

Enfin, ces investissements doivent entrer dans le respect d'un cadre commun d'exclusions normatives et sectorielles, en cohérence avec les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies (UN Global Compact – UNGC) et conformément à notre Politique d'investissement Responsable disponible sur notre site internet, via l'exclusion des émetteurs exposés aux armes controversées notamment.

#### — **Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?**

Au travers des Principales Incidences Négatives (« PAI ») obligatoires tels que définis dans le règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), Keren Finance prend en compte les 14 PAI obligatoires dans l'analyse ESG, la gestion des controverses et les politiques d'exclusions sectorielles et normatives.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liées aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

*Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée:*

Grâce à l'application des 14 PAI obligatoires, et notamment des PAI cités ci-dessous, les investissements de ce produit financier sont conformes aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme :

- Violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

- Absence de processus et de mécanisme de contrôle du respect des principes des Nations Unies et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

La donnée relative à ces critères sur les émetteurs détenus en portefeuille est issue des bases de Sustainalytics.



**Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?**

Nous utilisons la méthodologie suivante afin de prendre en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité :

Dans un premier temps, nous étudions si l'émetteur a, par le passé, violé les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et/ou les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. S'il n'y a eu aucune violation, nous vérifions ensuite si son score actuel d'alignement à ces principes est inférieur à 40/100. Si tel est le cas, il sera alors considéré comme non durable. Dans un second temps, 14 indicateurs sont utilisés (cf question 2), correspondant aux 14 PAI, pour justifier de la durabilité ou non de chaque émetteur.



La répartition des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

La Taxonomie de l'UE énonce un principe de "ne pas nuire de manière significative" selon lequel les investissements alignés sur la Taxonomie ne doivent pas nuire de manière significative aux objectifs de la Taxonomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe "ne pas nuire de manière significative" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la partie restante de ce produit financier ne tiennent pas compte des critères de l'Union relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable doit également ne pas nuire de manière significative à des objectifs environnementaux ou sociaux.



La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion des investissements du produit financier au cours de la période de référence qui est : Janvier à déc 2024

## Quels étaient les principaux investissements de ce produit financier?

Au 31/12/2024, les principaux investissements de ce produit financier étaient les suivants :

Largest investments	Sector	% Assets	Country
Maire Tecnimont	Construction & Engineering	5.42%	Italie
Bawag Group	Banks	5.02%	Autriche
GEA Group	Machinery	4.33%	Allemagne
Sopra Group	IT Services	4.12%	France
Reply	IT Services	3.97%	Italie



Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

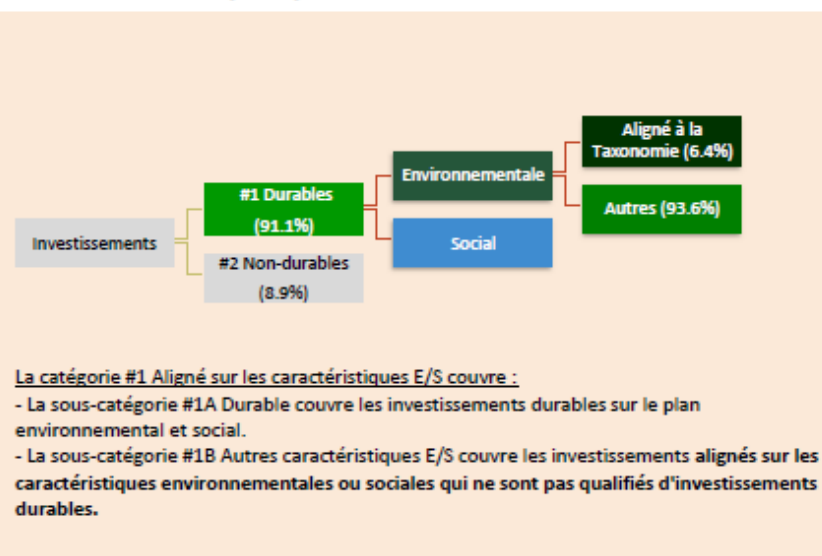
- du chiffre d'affaires pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;
- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

## Quelle était la proportion d'investissements durables ?

Selon le portefeuille cible, à fin Avril, la proportion d'investissement durable était de 100% (hors liquidité).

### Quelle était l'allocation d'actif?

Au moins 90% de l'actif net du fonds a vocation à être durable.



### Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Le 5 plus grosses expositions sectorielles du fonds sont l'industrie (31.84%), la technologie d'information (16.06%), la consommation discrétionnaire (13.99%), les financières (13.59%) et les matériaux (7.09%).



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

- Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformément à la taxinomie de l'UE ?

☐ Oui:

☐ Gaz Fossile

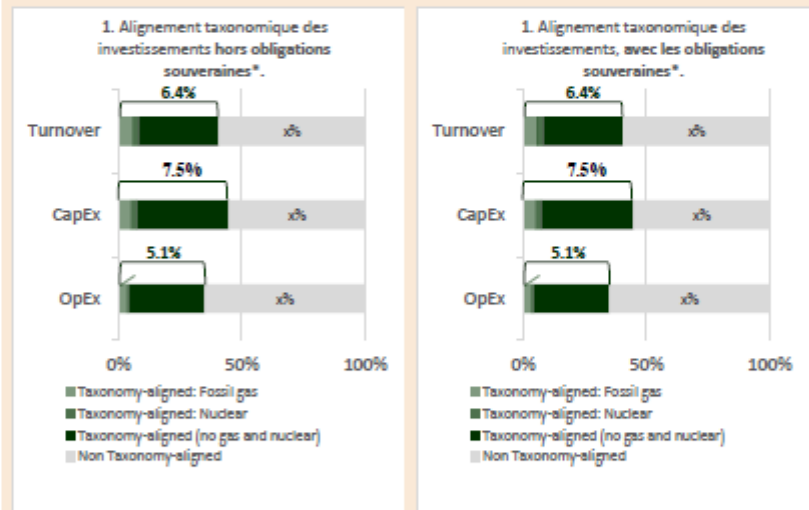
☐ Energie nucléaire

☒ Non

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités d'apporter une contribution substantielle à un objectif environnemental

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles des alternatives à faible émission de carbone ne sont pas encore disponibles et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines\* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



\*Pour les besoins de ces graphiques, les "obligations souveraines" comprennent toutes les expositions souveraines.

- Quelle est la part d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Il n'y a pas de part minimale d'investissements fixée dans des activités transitoires et habilitantes.

- Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE s'est-il comporté par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Non applicable. Le fonds ayant été ouvert en 2023.

● **Comment a évolué la part d'investissements durables avec un objectif environnemental non alignés sur la taxonomie?**

*Le fonds ne se fixe pas de part minimale d'investissements durables sur le plan environnemental (pilier «E») bien que la part d'investissements durables (piliers « E » et/ou « S ») représente au moins 90% des investissements directs du fonds (hors liquidités).*

*Le fonds investit dans des actifs ayant des objectifs environnementaux et sociaux sans s'engager sur une part minimale d'investissements durable avec un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxinomie de l'UE.*

*Il n'y a pas de période antérieure pour effectuer la comparaison.*

Le symbole



représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



● **Quelle était la part des investissements durables dont l'objectif environnemental n'était pas conforme à la taxonomie de l'UE ?**

*La proportion d'investissement durables non-alignée à la Taxonomy Européenne était de 93% au 31/12/2024.*



● **Quelle est la part d'investissements durables sur le plan social ?**

*Le fonds ne se fixe pas de part minimale d'investissements durables sur le plan social (pilier « S ») bien que la part d'investissements durables (piliers « E » et/ou « S ») représente au moins 90% des investissements directs du fonds (hors liquidités).*

*Le fonds investit dans des actifs ayant des objectifs environnementaux et sociaux sans s'engager sur une part minimale d'investissements durable avec un objectif social.*



● **Quels investissements sont inclus dans la catégorie «#2 Non-durables», quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales?**

*Les investissements mentionnés dans la catégorie « #2 Non-durables » correspondent à une quote-part de l'actif net du produit financier, hors liquidités, qui peut être investie dans des valeurs qui ne sont pas analysées dans le but d'atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.*

*Cette quote-part respecte la politique d'exclusion commune mise en œuvre.*



● **Quelles actions ont été entreprises pour répondre aux caractéristiques environnementales et/ou sociales pendant la période de référence ?**

*Pour répondre aux caractéristiques environnementales et/ou sociales pendant la période de référence, Keren Finance a fait certifier 4 de ses membres et a embauché un analyste ESG. Cela a permis d'accroître drastiquement la couverture ESG des fonds, en réalisant près de 200 analyses qualitatives. Une stratégie d'engagement a également été réalisée auprès des émetteurs, dans l'optique d'accompagner le développement de leur stratégie ESG, et de récupérer des informations supplémentaires.*



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

*Non applicable. Aucun indice spécifique n'a été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut.*

- En quoi l'indice désigne diffère-t-il d'un indice de marche large pertinent ?

*Non applicable.*

- Comment ce produit financier s'est-il comporté au regard des indicateurs de durabilité permettant de déterminer l'alignement du référentiel avec les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?

*Non applicable.*

- Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

*Non applicable.*

- Comment ce produit financier s'est-il comporté par rapport à l'indice de marché large ?

*Non applicable.*

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif durable.



## INFORMATION SUR LA REMUNERATION

La politique de rémunération de la société de gestion a été conçue pour protéger les intérêts des clients et éviter les conflits d'intérêts. Elle a pour objectif, le cas échéant, d'encadrer le versement de la partie variable de la rémunération des personnes concernées.

Le détail de la politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet [www.kerenfinance.com](http://www.kerenfinance.com) ou sur simple demande des investisseurs formulée auprès de la société de gestion – KEREN FINANCE – 12 bis, place Henri Bergson 75008 Paris – Tél : 01.45.02.49.00 – e-mail : [contact@kerenfinance.com](mailto:contact@kerenfinance.com)

Exercice 2024 (Montants en K euros)	
Rémunérations fixes	1 816
Rémunérations variables	805
Nombre de collaborateurs	20

RAPPORT COMPTABLE

# KEREN MULTI-TRANSITIONS

31/12/2024



**KEREN MULTI TRANSITIONS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

**KEREN MULTI TRANSITIONS  
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
Régé par le Code monétaire et financier**

Société de gestion  
KEREN FINANCE  
12 bis, place Henri Bergson  
75008 PARIS

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement KEREN MULTI TRANSITIONS relatifs à l'exercice de 17 mois et 24 jours clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 07/07/2023 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

**Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

*Document authentifié par signature électronique*  
Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Arnaud Percheron

2025.04.28 14:58:42 +0200



# INFORMATIONS JURIDIQUES

Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs.

## **Commission de mouvement et frais d'intermédiation**

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation prévu à l'article 314-82 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers est disponible sur le site internet de la société de gestion et/ou à son siège social.

## **Politique du gestionnaire en matière de droit de vote**

Conformément aux articles 314-100 à 314-102 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion et/ou à son siège social.

## **Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties**

Les intermédiaires de taux sélectionnés figurent sur une liste établie et revue au moins une fois par an par la société de gestion. La procédure de sélection des intermédiaires consiste à examiner, pour chaque intermédiaire, le domaine d'intervention, la qualité de la recherche, la qualité de l'adossement et la qualité de la prestation, puis à lui attribuer une note en fonction des critères précités.

## **Information relative aux modalités de calcul du risque global**

Le risque global sur contrats financiers est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

## **Evènements intervenus au cours de la période**

07/07/2023 -Création du fonds

20/09/2023 -Caractéristiques de gestion : Modification de la stratégie d'investissement au niveau de la fourchette d'exposition sur les marchés d'actions de petite et moyenne capitalisation, qui passe de 60% à 100 % à 50% à 100%

29/12/2023 -Caractéristiques parts (hors frais) : L'ajout d'une précision concernant le minimum de souscription initiale et de souscription ultérieure de la part I :

29/12/2023 -Changement de délégation : Le changement du délégataire de la gestion administrative et comptable : à compter du 1er janvier 2024, CIC Crédit Industriel et Commercial, 6 avenue de Provence, 75009 PARIS

29/12/2023 -Caractéristiques parts (hors frais) : Au sein du paragraphe « Modalités de souscriptions et de rachats », rajout de la mention suivante : Les souscriptions sont acceptées en montant et en quantité. Les rachats sont acceptés uniquement en quantité.

29/12/2023 -Caractéristiques de gestion : La mise en place d'un mécanisme de plafonnement des rachats dits Gates

29/12/2023 -Frais : La mise à jour du tableau des frais facturés à l'OPCVM, au niveau des commissions de mouvement, sans entraîner d'augmentation selon la société de gestion

29/12/2023 -Caractéristiques de gestion : La mise à jour des méthodes de valorisation des TCN, Autres TCN et BTF/BTAN, conformément au nouveau plan comptable, à compter du 1er janvier 2024

29/12/2023 -Caractéristiques de gestion : La mise à jour de l'Annexe II du Règlement Délégué(UE) 2022/1288, dit Annexe II SFDR

29/12/2023 -Caractéristiques de gestion : La modification de l'article 3 du Règlement



## BILAN ACTIF

	31/12/2024	
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>0,00</b>	
<b>Dépôts et instruments financiers</b>	<b>2 097 067,05</b>	
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>2 097 067,05</b>	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	2 097 067,05	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
<b>Titres de créances</b>	<b>0,00</b>	
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
Titres de créances négociables	0,00	
Autres titres de créances	0,00	
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
<b>Parts d'organismes de placement collectif</b>	<b>0,00</b>	
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	0,00	
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations	0,00	
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	0,00	
Autres organismes non européens	0,00	
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	<b>0,00</b>	
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	
Titres empruntés	0,00	
Titres donnés en pension	0,00	
Autres opérations temporaires	0,00	
<b>Contrats financiers</b>	<b>0,00</b>	
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
Autres opérations	0,00	
<b>Autres instruments financiers</b>	<b>0,00</b>	
<b>Créances</b>	<b>0,00</b>	
<b>Opérations de change à terme de devises</b>	<b>0,00</b>	
Autres	<b>0,00</b>	
<b>Comptes financiers</b>	<b>85 778,43</b>	
<b>Liquidités</b>	<b>85 778,43</b>	
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 182 845,48</b>	

## BILAN PASSIF

	31/12/2024	
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital</b>	<b>2 137 480,80</b>	
<b>Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)</b>	<b>0,00</b>	
<b>Report à nouveau (a)</b>	<b>0,00</b>	
<b>Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)</b>	<b>14 404,47</b>	
<b>Résultat de l'exercice (a, b)</b>	<b>29 048,26</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 180 933,53</b>	
<i>(= Montant représentatif de l'actif net)</i>		
<b>Instruments financiers</b>	<b>0,00</b>	
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	<b>0,00</b>	
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	<b>0,00</b>	
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	
Autres opérations temporaires	0,00	
<b>Contrats financiers</b>	<b>0,00</b>	
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	
Autres opérations	0,00	
<b>Dettes</b>	<b>1 911,95</b>	
<b>Opérations de change à terme de devises</b>	<b>0,00</b>	
<b>Autres</b>	<b>1 911,95</b>	
<b>Comptes financiers</b>	<b>0,00</b>	
<b>Concours bancaires courants</b>	<b>0,00</b>	
<b>Emprunts</b>	<b>0,00</b>	
<b>Total du passif</b>	<b>2 182 845,48</b>	

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

**HORS-BILAN**

	31/12/2024	
<b>Opérations de couverture</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	
<b>Total Opérations de couverture</b>	<b>0,00</b>	
<b>Autres opérations</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	
<b>Total Autres opérations</b>	<b>0,00</b>	

## COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	
Produits sur actions et valeurs assimilées	63 542,20	
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	
Produits sur titres de créances	0,00	
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	
Produits sur contrats financiers	0,00	
Autres produits financiers	0,00	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>63 542,20</b>	
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	
Charges sur contrats financiers	0,00	
Charges sur dettes financières	0,00	
Autres charges financières	0,00	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>0,00</b>	
<b>Résultat sur opérations financières (I - II)</b>	<b>63 542,20</b>	
Autres produits (III)	0,00	
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	32 682,61	
<b>Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)</b>	<b>30 859,59</b>	
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-1 811,33	
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	
<b>Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)</b>	<b>29 048,26</b>	

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 modifié.

Les éléments comptables sont présentés en euro, devise de la comptabilité de l'OPC.

Le premier exercice a une durée exceptionnelle de 17 mois et 24 jours (Création le 07/07/2023).

## Comptabilisation des revenus

Les comptes financiers sont enregistrés pour leur montant, majoré, le cas échéant, des intérêts courus qui s'y rattachent.

L'OPC comptabilise ses revenus selon la méthode du coupon encaissé.

## Comptabilisation des entrées et sorties en portefeuille

La comptabilisation des entrées et sorties de titres dans le portefeuille de l'OPC est effectuée frais exclus.

## Affectation des sommes distribuables

Part C :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part I :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

## Frais de gestion et de fonctionnement

Les frais de gestion sont prévus par la notice d'information ou le prospectus complet de l'OPC.

### Frais de gestion fixes (taux maximum)

		Frais de gestion fixes	Assiette
C	FR001400HNA7	2 % TTC taux maximum dont frais de gestion financière : 0 % dont frais de fonctionnement et autres services : 0 %	Actif net
I	FR001400HNB5	1 % TTC taux maximum dont frais de gestion financière : 0 % dont frais de fonctionnement et autres services : 0 %	Actif net

### Frais de gestion indirects (sur OPC)

		Frais de gestion indirects
C	FR001400HNA7	Néant
I	FR001400HNB5	Néant

## **Commission de surperformance**

### **Part FR001400HNA7 C**

20% de la différence entre la performance du fonds nette de frais de gestion fixes et l'indicateur de référence Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index, si la performance du fonds est supérieure à l'indicateur, même si cette performance est négative. Une période de rattrapage des éventuelles sous-performances passées sera appliquée sur une période d'observation extensible de 1 à 5 ans. 10% de la commission de surperformance sera reversée au fonds de dotation KEREN FINANCE en cas de performance positive du fonds, 20% sera reversée en cas de performance négative.

### **Part FR001400HNB5 I**

20% de la différence entre la performance du fonds nette de frais de gestion fixes et l'indicateur de référence Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index, si la performance du fonds est supérieure à l'indicateur, même si cette performance est négative. Une période de rattrapage des éventuelles sous-performances passées sera appliquée sur une période d'observation extensible de 1 à 5 ans. 10% de la commission de surperformance sera reversée au fonds de dotation KEREN FINANCE en cas de performance positive du fonds, 20% sera reversée en cas de performance négative.

### **Période de cristallisation de la commission de surperformance**

La période de cristallisation, à savoir la fréquence à laquelle les provisions de commissions de surperformance sont acquises et deviennent payables à la société de gestion, est de douze mois, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Par exception, pour la première fois, la période de calcul courra du 07/07/2023 au 31/12/2024.

### **Période de référence de la performance**

La période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance du fonds est mesurée et comparée à celle de l'indicateur de référence et à l'issue de laquelle il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous performance (ou performance négative) passée. Toute sous-performance du fonds par rapport à l'indice de référence doit être compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles. A cette fin, une période d'observation extensible de 1 à 5 ans, avec une remise à zéro du calcul à chaque prise de provision ou après 5 ans sans prélèvement de commission est instaurée.

### **Indicateur de référence**

Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index

### **Méthode de calcul**

Calculée selon la méthode indiquée : on considère que la performance du fonds est la création (ou destruction) de valeur générée en devise du fonds. On compare ce montant à la création ou destruction de valeur qu'un investissement similaire sur un support équivalent à l'indicateur de référence aurait généré.

La méthode consiste donc à calculer un actif indicé, qui représente l'actif net d'un fonds virtuel ayant connu les mêmes flux de souscriptions et de rachats que le fonds pour lequel nous calculons la commission et les performances de l'indicateur de référence.

Dès lors que la valeur liquidative du fonds enregistre une performance supérieure à celle de l'indice de référence Bloomberg Eurozone Developed Markets Small Cap Total Return Index, après imputation des frais de gestion fixes, une provision de commission de surperformance au taux de 20% TTC sera appliquée sur la partie de cette performance supérieure à l'indice de référence, même si la performance du fonds est négative.

Cette commission de surperformance est provisionnée à chaque valeur liquidative sur la base de 20% TTC de la surperformance constatée entre l'évolution de la valeur liquidative et celle de la clôture de l'exercice précédent. Dans le cas de sous performance, il est procédé à des reprises de provisions éventuelles à hauteur maximum du compte de provisions antérieures constituées.

### **Prélèvement de la commission de surperformance et période de rattrapage.**

1er cas : En cas de surperformance de l'OPCVM à l'issue de la période de cristallisation, la société de gestion perçoit les commissions provisionnées et une nouvelle période de cristallisation démarre.

2ème cas : En cas de sous-performance de l'OPCVM par rapport à son indice de référence à l'issue de la période de cristallisation aucune commission n'est perçue et la période de cristallisation initiale est allongée de 12 mois (période de rattrapage) afin que cette sous performance soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles à nouveau. La période d'observation initiale peut ainsi être allongée jusqu'à 5 ans (période de référence).

Cette commission de surperformance est prélevée annuellement, à la clôture de l'exercice comptable hormis pour les rachats survenus en cours d'exercice, y compris ceux effectués dans le cadre d'un transfert d'une catégorie de part vers l'autre, qui donneront droit au versement anticipé de leur quote-part de la partie variable ;

Afin que toute sous-performance du fonds par rapport à l'indice de référence soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles, une période d'observation extensible de 1 à 5 ans, avec une remise à zéro du calcul à chaque prise de provision ou après 5 ans sans prélèvement de commission est instaurée.

#### Exemples

Le tableau ci-dessous énonce ces principes sur des hypothèses de performances présentées à titre d'exemple, sur une durée de 19 ans :

	Surperformance du fonds par rapport à son indice de référence	Sous performance à compenser l'année suivante	Paiement de la commission de surperformance
ANNEE 1	5%	0%	OUI
ANNEE 2	0%	0%	NON
ANNEE 3	-5%	-5%	NON
ANNEE 4	3%	-2%	NON
ANNEE 5	2%	0%	NON
ANNEE 6	5%	0%	OUI
ANNEE 7	5%	0%	OUI
ANNEE 8	-10%	-10%	NON
ANNEE 9	2%	-8%	NON
ANNEE 10	2%	-6%	NON
ANNEE 11	2%	-4%	NON
ANNEE 12	0%	0%*	NON
ANNEE 13	2%	0%	OUI
ANNEE 14	-6%	-6%	NON
ANNEE 15	2%	-4%	NON
ANNEE 16	2%	-2%	NON
ANNEE 17	-4%	-6%	NON
ANNEE 18	0%	-4%**	NON
ANNEE 19	5%	0%	OUI

Notes relatives à l'exemple :

\*La sous-performance de l'année 12 à reporter à l'année suivante (ANNEE 13) est de 0 % (et non de -4 %) car la sous-performance résiduelle de l'année 8 qui n'a pas encore été compensée (-4 %) n'est plus pertinente dans la mesure où la période de cinq ans est écoulée. (la sous-performance de l'année 8 est compensée jusqu'à l'année 12).

\*\*La sous-performance de l'année 18 à reporter à l'année suivante (ANNEE 19) est de 4 % (et non de -6 %) car la sous-performance résiduelle de l'année 14 qui n'a pas encore été compensée (-2 %) n'est plus pertinente dans la mesure où la période de cinq ans est écoulée. (la sous-performance de l'année 14 est compensée jusqu'à l'année 18)

La commission de surperformance est calculée sur la base d'un actif net avant frais de gestion variables.  
La commission de surperformance sera prise pour la première fois en date du 31/12/2024.

## Rétrocessions

La politique de comptabilisation de rétrocessions de frais de gestion sur OPC cibles détenus est décidée par la société de gestion.

Ces rétrocessions sont comptabilisées en déduction des commissions de gestion. Les frais effectivement supportés par le fonds figurent dans le tableau « FRAIS DE GESTION SUPPORTÉS PAR L'OPC ». Les frais de gestion sont calculés sur l'actif net moyen à chaque valeur liquidative et couvrent les frais de la gestion financière, administrative, la valorisation, le coût du dépositaire, les honoraires des commissaires aux comptes... Ils ne comprennent pas les frais de transaction.

## Frais de transaction

Les courtages, commissions et frais afférents aux ventes de titres compris dans le portefeuille collectif ainsi qu'aux acquisitions de titres effectuées au moyen de sommes provenant, soit de la vente ou du remboursement de titres, soit des revenus des avoirs compris dans l'OPC, sont prélevés sur lesdits avoirs et viennent en déduction des liquidités.

Commissions de mouvement	Clé de répartition (en %)		
	SDG	Dépositaire	Autres prestataires
Néant			

## Méthode de valorisation

Lors de chaque valorisation, les actifs de l'OPCVM, du FIA sont évalués selon les principes suivants :

### Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères) :

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de bourse de la veille est utilisé.

### Obligations et titres de créance assimilés (valeurs françaises et étrangères) et EMTN :

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de la veille est utilisé.



Dans le cas d'une cotation non réaliste, le gérant doit faire une estimation plus en phase avec les paramètres réels de marché. Selon les sources disponibles, l'évaluation pourra être effectuée par différentes méthodes comme :

- la cotation d'un contributeur,
- une moyenne de cotations de plusieurs contributeurs,
- un cours calculé par une méthode actuarielle à partir d'un spread (de crédit ou autre) et d'une courbe de taux,
- etc.

**Titres d'OPCVM, de FIA ou de fond d'investissement en portefeuille :**

Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

**Parts d'organismes de Titrisation :**

Evaluation au dernier cours de bourse du jour pour les organismes de titrisation cotés sur les marchés européens.

**Acquisitions temporaires de titres :**

- Pensions livrées à l'achat : Valorisation contractuelle. Pas de pension d'une durée supérieure à 3 mois.
- Rémérés à l'achat : Valorisation contractuelle, car le rachat des titres par le vendeur est envisagé avec suffisamment de certitude.
- Emprunts de titres : Valorisation des titres empruntés et de la dette de restitution correspondante à la valeur de marché des titres concernés.

**Cessions temporaires de titres :**

- Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.
- Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM, FIA à l'issue du contrat de prêt.

**Valeurs mobilières non cotées :**

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

**Titres de créances négociables :**

- Les TCN qui, lors de l'acquisition, ont une durée de vie résiduelle de moins de trois mois, sont valorisés de manière linéaire.
- Les TCN acquis avec une durée de vie résiduelle de plus de trois mois sont valorisés :
  - à leur valeur de marché jusqu'à 3 mois et un jour avant l'échéance.
  - la différence entre la valeur de marché relevée 3 mois et 1 jour avant l'échéance et la valeur de remboursement est linéarisée sur les 3 derniers mois.
  - exceptions : les BTF et BTAN sont valorisés au prix de marché jusqu'à l'échéance.
- Valeur de marché retenue :
  - BTF/BTAN :

Taux de rendement actuariel ou cours du jour publié par la Banque de France.

- Autres TCN :

a) Titres ayant une durée de vie comprise entre 3 mois et 1 an :

- si TCN faisant l'objet de transactions significatives : application d'une méthode actuarielle, le taux de rendement utilisé étant celui constaté chaque jour sur le marché.

- autres TCN : application d'une méthode proportionnelle, le taux de rendement utilisé étant le taux EURIBOR de durée équivalente, corrigé éventuellement d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

b) Titres ayant une durée de vie supérieure à 1 an :

Application d'une méthode actuarielle.

- si TCN faisant l'objet de transactions significatives, le taux de rendement utilisé est celui constaté chaque jour sur le marché.

- autres TCN : le taux de rendement utilisé est le taux des BTAN de maturité équivalente, corrigé éventuellement d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

#### **Contrats à terme fermes :**

Les cours de marché retenus pour la valorisation des contrats à terme fermes sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents. Ils varient en fonction de la Place de cotation des contrats :

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

#### **Options :**

Les cours de marché retenus suivent le même principe que ceux régissant les contrats ou titres supports :

- Options cotées sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Options cotées sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

#### **Opérations d'échanges (swaps) :**

- Les swaps d'une durée de vie inférieure à 3 mois sont valorisés de manière linéaire.

- Les swaps d'une durée de vie supérieure à 3 mois sont valorisés au prix du marché.

- L'évaluation des swaps d'indice est réalisé au prix donné par la contrepartie, la société de gestion réalise de manière indépendante un contrôle de cette évaluation.

- Lorsque le contrat de swap est adossé à des titres clairement identifiés (qualité et durée), ces deux éléments sont évalués globalement.

#### **Contrats de change à terme :**

Il s'agit d'opérations de couverture de valeurs mobilières en portefeuille libellées dans une devise autre que celle de la comptabilité de l'OPCVM, du FIA par un emprunt de devise dans la même monnaie pour le même montant. Les opérations à terme de devise sont valorisées d'après la courbe des taux prêteurs/emprunteurs de la devise.

## Méthode d'évaluation des engagements hors bilan

- Les engagements sur contrats à terme fermes sont déterminés à la valeur de marché. Elle est égale au cours de valorisation multiplié par le nombre de contrats et par le nominal. Les engagements sur contrats d'échange de gré à gré sont présentés à leur valeur nominale ou en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent.
- Les engagements sur opérations conditionnelles sont déterminés sur la base de l'équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta. Le delta résulte d'un modèle mathématique (de type Black-Scholes) dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme, le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent. La présentation dans le hors-bilan correspond au sens économique de l'opération, et non au sens du contrat.
- Les swaps de dividende contre évolution de la performance sont indiqués à leur valeur nominale en hors-bilan.
- Les swaps adossés ou non adossés sont enregistrés au nominal en hors-bilan.

## Description des garanties reçues ou données

### Garantie reçue :

Néant

### Garantie donnée :

Dans le cadre de réalisation des opérations d'acquisition / cession temporaire des titres, le fonds peut recevoir les actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues seront essentiellement constituées en espèces et en obligations d'Etat éligibles pour les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres.

Cette garantie est donnée sous forme d'espèces ou d'obligations émises ou garanties par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial ;

Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.

Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.

Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne. Une politique de décote prudente sera appliquée sur les titres pouvant afficher une volatilité non négligeable ou en fonction de la qualité de crédit.

Qualité de crédit des émetteurs : Les garanties financières sont de haute qualité de crédit.

Placement de garanties reçues en espèces : Elles sont, soit placées en dépôts auprès d'entités éligibles, soit investies en obligations d'Etat de haute qualité de crédit (notation respectant les critères des OPCVM/FIA « monétaires court terme »), soit investies en OPCVM/FIA « monétaires à court terme », soit utilisées aux fins de transactions de prise en pension conclues avec un établissement de crédit,

Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.

Diversification : Le risque de contrepartie dans des transactions de gré à gré ne peut excéder 10% des actifs nets lorsque la contrepartie est un des établissements de crédit tel que défini dans la réglementation en vigueur, ou 5% de ses actifs dans les autres cas.

L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.

Conservation : Les garanties financières reçues sont placées auprès du Dépositaire ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières.

Interdiction de réutilisation : Les garanties financières autres qu'en espèces ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie.

**Informations complémentaires**

La commission de surperformance est calculée sur la base d'un actif net avant frais de gestion variables. Par exception, pour la première fois, la période de calcul courra du 07/07/2023 au 31/12/2024. Des frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du règlement général de l'AMF peuvent être facturés à l'OPCVM, lorsque ces frais ne sont pas payés à partir des ressources propres de la société de gestion.

## EVOLUTION DE L'ACTIF NET

	31/12/2024	
<b>Actif net en début d'exercice</b>	<b>0,00</b>	
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	2 282 876,18	
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-206 425,34	
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	116 278,18	
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-90 345,34	
Plus-values réalisées sur contrats financiers	0,00	
Moins-values réalisées sur contrats financiers	0,00	
Frais de transaction	-10 241,57	
Différences de change	0,00	
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	57 931,83	
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>57 931,83</i>	
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	0,00	
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	30 859,59	
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	
Autres éléments	0,00	
<b>Actif net en fin d'exercice</b>	<b>2 180 933,53</b>	

**INSTRUMENTS FINANCIERS - VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE  
D'INSTRUMENT**

	Montant	%
<b>ACTIF</b>		
Obligations et valeurs assimilées		
<b>TOTAL Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Titres de créances		
<b>TOTAL Titres de créances</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Operations contractuelles a l'achat		
<b>TOTAL Operations contractuelles a l'achat</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PASSIF</b>		
Cessions		
<b>TOTAL Cessions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Operations contractuelles a la vente		
<b>TOTAL Operations contractuelles a la vente</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>HORS BILAN</b>		
Opérations de couverture		
<b>TOTAL Opérations de couverture</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres opérations		
<b>TOTAL Autres opérations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>Actif</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	85 778,43	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Passif</b>								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	0-3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>Actif</b>										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	85 778,43	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Passif</b>										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Hors-bilan</b>										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF  
ET DE HORS-BILAN**

	Devise 1	%	Devise2	%	Devise 3	%	Autre(s) devise(s)	%
<b>Actif</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres d'OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Passif</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



**VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE**

	31/12/2024
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

**VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS CONSTITUTIFS DE DEPOTS DE GARANTIE**

	31/12/2024
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

**INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS PAR LA SOCIETE DE GESTION OU LES ENTITES DE SON GROUPE**

	ISIN	LIBELLE	31/12/2024
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Contrats financiers			0,00
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>0,00</b>

**TABLEAUX D’AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES**

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice						
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes			0	0	0	0

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice				
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes			0	0

<b>Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat</b>	<b>31/12/2024</b>	
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	0,00	
Résultat	29 048,26	
<b>Total</b>	<b>29 048,26</b>	

	<b>31/12/2024</b>	
<b>C1 PART CAPI C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	
Report à nouveau de l'exercice	0,00	
Capitalisation	-7,00	
<b>Total</b>	<b>-7,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	0	
Distribution unitaire	0,00	
<b>Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat</b>		
<b>Montant global des crédits d'impôt</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Provenant de l'exercice	0,00	
Provenant de l'exercice N-1	0,00	
Provenant de l'exercice N-2	0,00	
Provenant de l'exercice N-3	0,00	
Provenant de l'exercice N-4	0,00	

	<b>31/12/2024</b>	
<b>II PART CAPI I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	
Report à nouveau de l'exercice	0,00	
Capitalisation	29 055,26	
<b>Total</b>	<b>29 055,26</b>	<b>0,00</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	0	
Distribution unitaire	0,00	
<b>Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat</b>		
<b>Montant global des crédits d'impôt</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Provenant de l'exercice	0,00	
Provenant de l'exercice N-1	0,00	
Provenant de l'exercice N-2	0,00	
Provenant de l'exercice N-3	0,00	
Provenant de l'exercice N-4	0,00	

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/12/2024	
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	
Plus et moins-values nettes de l'exercice	14 404,47	
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	
<b>Total</b>	<b>14 404,47</b>	

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values	
	31/12/2024	
<b>C1 PART CAPI C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	
Capitalisation	32,72	
<b>Total</b>	<b>32,72</b>	
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	0,00	
Distribution unitaire	0,00	

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values	
	31/12/2024	
<b>II PART CAPI I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	
Capitalisation	14 371,75	
<b>Total</b>	<b>14 371,75</b>	
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	0,00	
Distribution unitaire	0,00	

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'OPC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

Date	Part	Actif net	Nombre de titres	Valeur liquidative unitaire	Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)	Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)	Crédit d'impôt unitaire	Capitalisation unitaire sur résultat et PMV nettes
				€	€	€	€	€
07/07/2023	C1 PART CAPI C*	5 100,00	51,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/07/2023	I1 PART CAPI I*	1 821 200,00	18 212,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2024	C1 PART CAPI C	5 091,17	50,00	101,82	0,00	0,00	0,00	0,51
31/12/2024	I1 PART CAPI I	2 175 842,36	21 055,00	103,34	0,00	0,00	0,00	2,06

\*Date de création

## SOUSCRIPTIONS RACHATS

	En quantité	En montant
C1 PART CAPI C		
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	91,70000	9 405,43
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-41,70000	-4 224,57
Solde net des Souscriptions/Rachats	50,00000	5 180,86
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	<b>50,00000</b>	

	En quantité	En montant
II PART CAPI I		
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	22 992,00000	2 273 470,75
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-1 937,00000	-202 200,77
Solde net des Souscriptions/Rachats	21 055,00000	2 071 269,98
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	<b>21 055,00000</b>	

## COMMISSIONS

	En montant
<b>C1 PART CAPI C</b>	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
<b>II PART CAPI I</b>	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

**FRAIS DE GESTION SUPPORTES PAR L'OPC**

	31/12/2024
FR001400HNA7 C1 PART CAPI C	
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,00
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	199,11
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	31/12/2024
FR001400HNB5 I1 PART CAPI I	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	32 483,50
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00



**CREANCES ET DETTES**

	Nature de débit/crédit	31/12/2024
<b>Total des créances</b>		
Dettes	Frais de gestion	1 911,95
<b>Total des dettes</b>		<b>1 911,95</b>
<b>Total dettes et créances</b>		<b>-1 911,95</b>

## VENTILATION SIMPLIFIEE DE L'ACTIF NET

### INVENTAIRE RESUME

	Valeur EUR	% Actif Net
<b>PORTEFEUILLE</b>	<b>2 097 067,05</b>	<b>96,16</b>
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	2 097 067,05	96,16
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	0,00	0,00
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	0,00	0,00
TITRES OPC	0,00	0,00
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
<b>OPERATIONS CONTRACTUELLES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	0,00	0,00
<b>CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)</b>	<b>-1 911,95</b>	<b>-0,09</b>
<b>CONTRATS FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
OPTIONS	0,00	0,00
FUTURES	0,00	0,00
SWAPS	0,00	0,00
<b>BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS</b>	<b>85 778,43</b>	<b>3,93</b>
DISPONIBILITES	85 778,43	3,93
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
<b>ACTIF NET</b>	<b>2 180 933,53</b>	<b>100,00</b>

## PORTEFEUILLE TITRES DETAILLE

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
<b>TOTAL Actions &amp; valeurs assimilées</b>			<b>2 097 067,05</b>	<b>96,15</b>
<b>TOTAL Actions &amp; valeurs assimilées négo. sur un marché régl. ou assimilé</b>			<b>2 097 067,05</b>	<b>96,15</b>
<b>TOTAL Actions &amp; valeurs ass. nég. sur un marché régl. ou ass.(sauf Warrants et Bons de Sous.)</b>			<b>2 097 067,05</b>	<b>96,15</b>
<b>TOTAL AUTRICHE</b>			<b>176 152,50</b>	<b>8,08</b>
AT0000818802 DO & CO AG	EUR	370	66 600,00	3,05
AT0000BAWAG2 BAWAG GROUP AG	EUR	1 350	109 552,50	5,03
<b>TOTAL BELGIQUE</b>			<b>33 116,80</b>	<b>1,52</b>
BE0974362940 BARCO N.V.	EUR	3 160	33 116,80	1,52
<b>TOTAL ALLEMAGNE</b>			<b>232 824,80</b>	<b>10,68</b>
DE0006602006 GEA GROUP AG	EUR	1 975	94 444,50	4,34
DE000A0WMPJ6 AIXTRON SE	EUR	2 295	34 929,90	1,60
DE000A2GS5D8 DERMAPHARM HOLDING SE	EUR	1 480	57 572,00	2,64
DE000KGX8881 KION GROUP AG	EUR	1 440	45 878,40	2,10
<b>TOTAL ESPAGNE</b>			<b>44 065,00</b>	<b>2,02</b>
ES0157261019 LABORATORIOS FARMACEUTICOS R	EUR	700	44 065,00	2,02
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>429 953,65</b>	<b>19,71</b>
FR0000050809 SOPRA STERIA GROUP	EUR	525	89 775,00	4,11
FR0000120859 IMERYS SA	EUR	1 095	30 879,00	1,42

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
FR0000121709 SEB SA	EUR	750	65 625,00	3,01
FR0000130395 REMY COINTREAU	EUR	645	37 668,00	1,73
FR0010313833 ARKEMA	EUR	705	51 852,75	2,38
FR0012435121 ELIS SA	EUR	3 175	60 007,50	2,75
FR0012757854 SPIE SA	EUR	1 760	52 870,40	2,42
FR0013447729 VERALLIA	EUR	1 700	41 276,00	1,89
<b>TOTAL ITALIE</b>			<b>609 562,55</b>	<b>27,95</b>
IT0001078911 INTERPUMP GROUP SPA	EUR	1 380	58 870,80	2,70
IT0003492391 DIASORIN SPA	EUR	435	43 308,60	1,99
IT0003549422 SANLORENZO SPA/AMEGLIA	EUR	1 720	55 986,00	2,57
IT0004729759 SESA SPA	EUR	625	38 906,25	1,78
IT0004764699 BRUNELLO CUCINELLI SPA	EUR	555	58 497,00	2,68
IT0004931058 MAIRE SPA	EUR	14 300	118 118,00	5,42
IT0005162406 TECHNOGYM SPA	EUR	4 350	45 457,50	2,08
IT0005218380 BANCO BPM SPA	EUR	6 450	50 387,40	2,31
IT0005244402 BFF BANK SPA	EUR	5 800	53 360,00	2,45
IT0005282865 REPLY SPA	EUR	565	86 671,00	3,97
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>39 963,00</b>	<b>1,83</b>
LU1704650164 BEFESA SA	EUR	1 925	39 963,00	1,83
<b>TOTAL PAYS_MUL</b>			<b>62 902,80</b>	<b>2,88</b>

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
FR0013326246 UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	865	62 902,80	2,88
<b>TOTAL PAYS-BAS</b>			<b>437 935,95</b>	<b>20,08</b>
NL0000852564 AALBERTS NV	EUR	1 480	50 823,20	2,33
NL0006237562 ARCADIS NV	EUR	1 340	78 792,00	3,61
NL0006294274 EURONEXT NV	EUR	365	39 529,50	1,81
NL0010801007 IMCD NV	EUR	550	78 925,00	3,62
NL0011872643 ASR NEDERLAND NV	EUR	950	43 491,00	1,99
NL0012866412 BE SEMICONDUCTOR INDUSTRIES	EUR	505	66 811,50	3,06
NL0015001KT6 BREMBO N.V.	EUR	8 750	79 563,75	3,66
<b>TOTAL PORTUGAL</b>			<b>30 590,00</b>	<b>1,40</b>
PTCOR0AE0006 CORTICEIRA AMORIM SA	EUR	3 800	30 590,00	1,40

**COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON**

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part C1 : Information relative à la part à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

*(\*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques***COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON**

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part I1 : Information relative à la part à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

*(\*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques*